

Google Street View: les Google Cars reviennent en Allemagne

L'Allemagne, [première pourfendeuse de Google](#) dans l'affaire des données collectées par son service Street View, serait l'un des prochains pays visés par les services de photos du moteur de recherche, les **Google Cars**.

Mais de qui se moque-t-on? En mai dernier, l'Allemagne dénonçait les pratiques du moteur de recherche américain. Ce dernier, lors du passage de ses Google Cars, qui alimentent son service de navigation virtuelle Street View, avait **capté des données sur des réseaux wifi ouverts**. Données strictement personnelles que Mountain View a pourtant conservé, d'où la fureur des différents Etats concernés.

Suite à cette découverte, **de nombreuses enquêtes se sont ouvertes** en France, avec la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (Cnil) – dont on attend les conclusions sur les données collectées par Google -, aux États-Unis, en [Angleterre](#), en Australie... Sans oublier la mobilisation des associations de défense des libertés individuelles.

Certes, [Google s'est excusé](#). N'empêche que les **poursuites judiciaires** qui pèsent outre-Rhin ne le dissuadent pas de recommencer sa capture d'images de rues pour alimenter son service de navigation. Ce 10 août, « *le géant américain de l'Internet a ainsi fait savoir [...] que« d'ici la fin de l'année [il ajouterait] les vingt plus grandes villes allemandes à la liste des 23 pays dans lesquels Street View est déjà disponible* », a indiqué l'AFP.

Or, toujours selon l'agence de presse, **l'Allemagne n'aurait pas dit son dernier mot**. Elle « *est ainsi le seul pays au monde où Google propose aux particuliers de s'opposer à la publication des images de leur domicile avant la mise en ligne, qui pourrait intervenir en novembre*».

Les habitants de Berlin, Bonn, Dortmund, Düsseldorf, Francfort, Cologne, Hambourg, Brême... ont ainsi **jusqu'au 15 septembre** pour dénoncer les photographies de Google. Mais, rappelle l'AFP, « *une fois le service en ligne lancé, il restera possible de faire retirer des clichés* ». Si ces mesures vont plutôt dans le bon sens, elles ne suscitent pourtant pas l'unanimité outre-Rhin, certains jugeant la période de dénonciation trop courte.

Ces mesures, toutefois radicalement anti-Google, succèdent à celle adoptée par le moteur de recherche: le **floutage automatique** des visages et des plaques d'immatriculation.

Déjà disponible dans **plus de vingt pays** (Royaume-Uni, Canada, Espagne, USA, France, Portugal, République Tchèque, Suisse...), Google Street View dit tirer des leçons de cette affaire et le voilà reparti vers d'autres horizons de navigation virtuelle, à commencer par l'Allemagne. Reste à voir si la polémique s'éteindra d'elle-même dans un pays très concerné par ses libertés individuelles.

Quant à la France, **elle attend les conclusions de la Cnil** après que Google lui ait confié, à sa demande, les données personnelles collectées.